

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MARS 1912.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1912 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MELOT.

MESSIEURS,

Les crédits ordinaires alloués au Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1911 se montaient à fr. 6,703,035
 Les crédits ordinaires demandés pour 1912 se montent à. » 7,003,915
 Soit une augmentation de fr. 300,880

Cette augmentation totale est justifiée de la manière suivante :

1° Augmentation des traitements à l'Administration centrale fr. 33,650
 2° Augmentation du subside à la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux, la loi du 27 février 1911 ayant relevé leurs traitements » 3,000
 3° Augmentation réglementaire des employés et gens de service des administrations provinciales et communales » 8,540
 4° Augmentation du traitement des commissaires d'arrondissement » 8,690
 5° Augmentation des frais de revision des listes électorales . . » 5,000
 6° Frais des élections législatives et provinciales de 1912, augmentation prévue » 145,000
 7° Remboursement au Département des chemins de fer des frais de transport des élections, augmentations prévues . . . » 30,000
 8° Augmentation réglementaire du traitement des agents du
 A reporter. . . fr. 233,880

(1) Budget, n° 4^{VI}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Terwagne, Maes, Melot, Delbeke, Victor Delporte, Reynaert.

	Report. . . fr.	233,880
magasin central d'armement et d'équipement de la garde civique »		1,000
9° Augmentation du crédit alloué en vue de l'inspection d'hygiène et des dispensaires de prophylaxie antituberculeuse . »		43,000
10° Renforcement de l'inspection des denrées alimentaires et laboratoire central d'analyses ; augmentation prévue . . . »		24,000
	Au total : fr.	301,880

D'autre part, les traitements des greffiers provinciaux sont diminués de mille francs par suite d'une mutation.

* * *

Les crédits exceptionnels alloués en 1911, se montaient à	fr. 755,000
Les crédits exceptionnels demandés pour 1912 se montent à »	605,000
Soit une diminution de	fr. 150,000

Les demandes suivantes de crédits exceptionnels ont disparu au budget de 1912 :

1° Acquisition et renouvellement de mobilier pour les hôtels provinciaux d'Anvers, de la Flandre Occidentale et de Liège. Ce crédit figurait pour mémoire au budget de 1911	fr. 15,000
2° Prix quinquennal des sciences médicales pour la période 1906-1910. Ce crédit figurait pour mémoire au budget de 1911 . »	5,000
3° Station sanitaire de l'Escaut, le crédit figurait pour mémoire au budget de 1911	30,000
	Au total : fr. 50,000

Le crédit demandé pour le recensement général de la population est diminué de cent mille francs.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Dans diverses sections et en Section centrale on a demandé quels principes le Ministre de l'Intérieur comptait appliquer en matière de nominations de bourgmestres. Depuis la réunion des sections, le Ministre interpellé à la Chambre a exposé sa manière de voir. Désirant donner satisfaction aux vœux des majorités élues par les électeurs et tenant compte des présentations officieusement faites par les conseillers communaux, il ne peut toutefois abdiquer le droit d'apprécier, à propos de chaque nomination, la valeur du candidat qui lui est signalé par la majorité. Agir autrement, ce serait en fait donner aux conseils communaux une prérogative que la loi a réservée au gouvernement.

L'une des plus importantes fonctions du bourgmestre étant le maintien de l'ordre et la sauvegarde des institutions, on comprend que l'enquête du Ministre

porte avant tout sur ces points. Certains candidats bourgmestres s'excluent d'eux-mêmes. Ce sont, entre autres, ceux qui estiment que le serment constitutionnel est sans valeur ou sanction, ceux qui se proclament prêts à recourir aux moyens révolutionnaires pour faire triompher leur programme ou qui ont pris part à des soulèvements populaires. Chaque nomination doit donc donner lieu à une enquête particulière.

Il appartient au Parlement de blâmer le Ministre s'il se trompe ou s'il abuse de son droit. Les nominations faites jusqu'ici n'ont guère soulevé de critiques au sein des Chambres.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

La section centrale a reçu communication de la lettre suivante. Elle se rallie à l'amendement proposé.

Bruxelles, le 5 mars 1912.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement que M. le Ministre de l'Intérieur propose d'apporter au projet de Budget de son Département pour l'exercice 1912.

Par suite de cet amendement, ledit projet de Budget s'élève :

1° Pour les Dépenses ordinaires à	fr. 7,003,915
2° — exceptionnelles à	605,000
Ensemble.	fr. 7,608,915

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

NOTE

AMENDEMENT

Première section.
Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 2. — *Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements de disponibilité. Frais résultant du Comité consultatif pour les questions de législation et d'administration générale.*

Fr. 414,800

Eerste sectie.
Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 2. — *Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden van beschikbaarheid. Kosten van het Raadplegend Comité voor de vraagstukken van wetgeving en algemeen beheer.* . fr. 414,800

On propose d'augmenter de 30,000 francs le crédit porté au projet de Budget.

Cette somme permettra d'accorder des promotions normales aux agents se trouvant dans les conditions voulues, et d'appliquer les augmentations résultant du nouveau barème des traitements de l'Administration centrale.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

La section centrale constate avec regret que l'organisation d'un service de pensions en faveur des fonctionnaires provinciaux et communaux n'a pas encore fait l'objet d'un projet de loi, malgré les vœux annuellement émis par les sections chargées d'examiner le budget.

Elle constate, d'autre part, avec plaisir que faisant droit à des observations précédentes, le Gouvernement a apporté, par l'arrêté royal du 10 août 1914, de notables améliorations à la position des employés des commissariats d'arrondissement. Certains d'entre eux se plaignent toutefois de dispositions restrictives contenues dans la circulaire ministérielle du 12 août 1912. A plusieurs des anciens employés, il n'est pas tenu compte de leurs années de service. La section attire l'attention du Gouvernement sur ce point.

Il serait équitable d'augmenter les traitements des employés et gens de service des administrations provinciales, comme on a augmenté ceux des employés de l'administration centrale. Il y a entre les traitements des agents de ces deux espèces d'administration des anomalies choquantes.

La section centrale espère que le Ministre fera bientôt paraître un arrêté augmentant les traitements des employés provinciaux et gens de service.

Le nombre des communes qui ne sont pas encore dotées d'une maison communale diminue d'année en année. Il est à espérer que le Gouvernement continuera à intervenir et de plus en plus énergiquement, afin que dans peu de temps il n'y ait plus en Belgique un seul conseil communal qui siège au cabaret.

CHAPITRE X.

SERVICE DE SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE.

De nombreuses observations avaient été présentées à propos de ce chapitre. Elles se rapportent à la législation sanitaire. Un projet de loi vient d'être déposé; la section centrale s'en réjouit et félicite le Ministre de l'Intérieur. L'exposé des motifs qui comporte 182 pages rencontre la plupart des observations présentées dans les sections et en section centrale. Toute discussion serait donc inopportune.

Signalons toutefois que la section centrale, à la demande du Gouvernement, s'est empressée de voter l'augmentation des crédits pour l'inspection de l'hygiène et des dispensaires de prophylaxie antituberculeuse ainsi que pour le renforcement de l'inspection des denrées alimentaires.

L'exposé des motifs justifie cette dernière augmentation de crédit de la manière suivante :

« Conformément au désir exprimé à maintes reprises au sein des Chambres, il entre dans les intentions du Gouvernement d'assurer de plus près la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, principalement en ce qui concerne le commerce des viandes fraîches ou préparées, du lait, du beurre, de la margarine et des graisses alimentaires.

» Il sera possible d'y arriver par le renforcement du personnel de ce service et surtout par l'institution du laboratoire central d'analyses des denrées alimentaires qui fonctionne depuis le second semestre 1911 et qui permet l'analyse d'un plus grand nombre d'échantillons de denrées exposées ou détenues à cette fin. »

Depuis le dépôt du projet sanitaire, il ne reste au rapporteur de la section centrale qu'à rappeler en quelques mots la grosse question de l'alimentation du pays en eau potable. Le projet de loi sanitaire prévoit certaines mesures accessoires, mais laisse de côté la partie essentielle du problème.

On n'a pas oublié les débats auxquels cette question a donné lieu l'an dernier en séance publique et le remarquable exposé que le Ministre de l'Intérieur en a fait.

Une partie de notre pays possède des eaux alimentaires en quantité abondante, trop abondante même pour les besoins de ses habitants.

L'autre partie en est dépourvue.

Il est légitime que la haute Belgique partage avec le plat pays ses réserves d'eau potable. Il serait même à désirer que ces réserves précieuses fussent protégées contre le gaspillage dans les contrées où elles sont trop abondantes, afin d'être réparties ensuite au profit de la collectivité nationale tout entière.

Mais il serait inéquitable, d'autre part, de priver de l'usage des eaux dont ils jouissent depuis de nombreuses années, les habitants de la région favorisée par la nature.

Lorsque le gouvernement a été amené à accorder le droit d'expropriations à des sociétés de captage, il s'est efforcé de sauvegarder les droits des riverains en imposant certaines conditions, certaines restrictions. Il a exigé, par exemple, qu'on laissât dans les cours d'eau dont on captait les sources un volume d'eau minimum.

Mais ces précautions, — encore qu'on doive féliciter le gouvernement de les avoir prises — sont insuffisantes. Le décret d'expropriation qui porte ces conditions et ces restrictions ne concède aucun droit civil aux particuliers ou aux collectivités lésés. Ceux-ci ne peuvent donc réclamer devant les tribunaux réparation du préjudice causé par la violation du décret. Bien plus, ils n'ont même aucun moyen de faire constater efficacement la diminution du volume d'eau.

En outre, la sanction de ces restrictions administratives ne peut être que le retrait d'autorisation de captage. L'administration reculera devant une mesure aussi grave.

Comme M. Van Mark le disait au cours de la discussion du budget de 1911, c'est une révision de notre législation sur la propriété des sources et des eaux souterraines qui s'impose.

C'est par la loi et non par des mesures administratives que les droits des populations — propriétaires ou en possession d'un droit d'usage — doivent être sauvegardés.

Aujourd'hui, le captage, l'acquisition d'une source par un tiers — société de distribution d'eau ou autre — peut priver toute une population des eaux dont elle se sert pour son alimentation.

Une source que le propriétaire refuse de céder et qui n'est pas expropriée peut même être captée en fait par des ouvrages construits en contrebas dans des fonds voisins.

Le Ministre de l'Intérieur a paru favorable à la constitution d'un organisme national par l'union des communes, des provinces et de l'État. Cet organisme dresserait le budget des besoins du pays en eau potable, ainsi que des ressources dont il dispose et systématiquement, d'après un plan d'ensemble, il répartirait toutes ces ressources entre les diverses communes. Quand on sait que sur 2,600 communes, il n'y en pas 900 qui soient dotées d'une distribution d'eau, on saisit toute l'utilité de cette institution.

Le Ministre, en exposant ses vues, ne se dissimulait pas et ne dissimulait pas à la Chambre les difficultés de l'entreprise, mais nous croyons savoir que

ces difficultés ne l'empêcheront pas de faire dans peu de temps un premier pas dans cette voie par un essai de constitution d'une société nationale d'études.

La section centrale émet avec insistance le vœu que cette question ne soit pas perdue de vue.

* * *

Le budget a été adopté par 16 voix contre 6	en 2 ^e section.
— 12 — 9	en 3 ^e —
— 12 — 10	en 4 ^e —
— 12 — 2 et 2 abs.	en 5 ^e —
— 13 — 2	en 6 ^e —

Il a été rejeté par 10 voix contre 10 en 1^{re} section.

Il a été adopté par 6 voix contre une en section centrale.

Le Rapporteur,

A. MELOT.

Le Président,

NERINCX.



81

(N^o 110.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MAART 1912.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1912 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER MELOT.

MIJNE HEEREN,

De gewone kredieten, voor het dienstjaar 1911 toegestaan aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, bedroegen . fr.	6,703,055
De voor 1912 aangevraagde gewone kredieten bedragen . .	7,003,915
Er is dus eene verhooging van fr.	300,880
Deze verhooging wordt aldus gebillijkt :	
1 ^o Verhooging van jaarwedden aan het Hoofdbestuur . fr.	33,650
2 ^o Verhooging der toelage aan de Centrale Voorzorgskas der gemeentesecretarissen wier jaarwedden werden verhoogd krachtens de wet van 27 Februari 1911	5,000
3 ^o Verhooging, volgens het reglement, ten bate van de beampten en dienstlieden bij de provinciale besturen. . .	8,540
4 ^o Verhooging van de jaarwedde der arrondissementscommissarissen	8,690
5 ^o Verhooging van de onkosten wegens het herzien der kiezerslijsten.	5,000
6 ^o Onkosten voor de wetgevende en de provinciale verkiezingen in 1912; voorziene verhooging	145,000
7 ^o Terugbetaling, aan het Departement van Spoorwegen, van de reiskosten der kiezers; voorziene verhooging	30,000

(1) Begrooting, n^o 4^{VI}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Terwagne, Maes, Melot, Delbeke, Victor Delporte, Reynaert.

8° Verhooging, volgens het reglement, van de jaarwedden der beambten in het centraal magazijn van bewapening en uitrusting der burgerwacht	1,000
9° Verhooging van het krediet toegestaan voor het gezondheidstoezicht en de dispensarissen tot bestrijding der tuberculose	45,000
10° Uitbreiding van den dienst van toezicht op de eetwaren en centraal laboratorium voor onderzoekingen; voorziene verhooging fr.	24,000
Te zamen fr.	501,880

Anderdeels, werden de jaarwedden van de provinciale griffiers vermindert met duizend frank ten gevolge van eene nieuwe benoeming.

*
* *

De uitzonderlijke kredieten, in 1911 toegestaan, beliepen fr.	755,000
De voor 1912 aangevraagde uitzonderlijke kredieten bedragen	605,000
Er is dus eene vermindering van fr.	150,000
In de begrooting voor 1912 komen de volgende uitzonderlijke kredieten niet meer voor :	
1° Aankoop en vernieuwing van meubelen voor de provinciale hotels van Antwerpen, West-Vlaanderen en Luik. Dit krediet kwam enkel ter herinnering op de begrooting van 1911 voor. fr.	15,000
2° Vijfjaarlijksche prijs voor de geneeskundige wetenschappen (tijdvak 1906-1910). Op de begrooting van 1911 kwam dit krediet enkel ter herinnering voor	5,000
3° Gezondheidsstation op de Schelde. Op de begrooting van 1911 kwam dit krediet ter herinnering voor fr.	30,000
Te zamen fr.	50,000

Het aangevraagde krediet voor de algemeene volkstelling is verminderd met 100,000 frank.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

In verscheidene afdeelingen en in de Middenafdeeling werd gevraagd, naar welke beginselen de Minister van Binnenlandsche Zaken zou huldigen bij het benoemen van burgemeesters. Sinds deed de Minister, daarover in de Kamer ondervraagd, zijne zienswijze kennen. Verlangende te voldoen aan de wenschen van de verkozen meerderheid en rekening houdende met de officiële voordracht gedaan door de gemeenteraadsleden, kan hij nochtans niet afzien van het recht om bij elke benoeming na te gaan welke de waarde is van den candidaat die hem door de meerderheid wordt aanbevolen. Moest men

anders handelen, dan zou men werkelijk aan de gemeenteraden een voorrecht geven, dat door de wet aan de Regeering is voorbehouden.

Eene van de gewichtigste bevoegdheden van den burgemeester betreft het handhaven der orde en het beschermen der instellingen; het is dus begrijpelijk dat de Minister vooral deze punten beoogt. Sommige adspirant-burgemeesters sluiten zich zelve buiten, onder andere, zij die den grondwettelijken eed als waardeloos en zonder bekrachtiging aanzien, zij die verklaren bereid te zijn revolutionnaire middelen aan te wenden om hun programma door te drijven of die aanvolksoproeren hebben deelgenomen. Elke benoeming moet dus aanleiding geven tot een bijzonder onderzoek.

Aan het Parlement behoort het, den Minister af te keuren, indien hij zich bedriegt of misbruik maakt van zijn recht. Tegen de tot nu toe gedane benoemingen werden bijna geen bezwaren aangevoerd in de Kamers.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

De Middenafdeeling ontving den volgende brief. Zij treedt tot het voorgestelde amendement toe.

Brussel, den 8^{den} Maart 1912.

MIJNHEER DE VOORZITTER VAN DE KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

Ik heb de eer u eene nota te doen geworden betreffende een amendement dat de Minister van Binnenlandsche Zaken voorstelt op het ontwerp van Begrooting van zijn Departement voor het dienstjaar 1912.

Ten gevolge van dit amendement bedraagt gezegd ontwerp van Begrooting :

1 ^o Voor de gewone uitgaven.	fr. 7,003,915
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven.	605,000
Te zamen.	fr. 7,608,915

Gelief, Heer Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

NOTA

AMENDEMENT

Première section.
Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 2. — *Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements de disponibilité. Frais résultant du Comité consultatif pour les questions de législation et d'administration générale.*

Fr. 414,800

Eerste sectie.
Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 2. — *Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden van beschikbaarheid. Kosten van het Raadplegend Comité voor de vraagstukken van wetgeving en algemeen beheer . fr. 414,800*

Men stelt voor, het krediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting te brengen tot op 30,000 frank.

Dank zij deze som, zal men aan de beambten, die aan de gestelde vereischten voldoen, geregelde bevorderingen kunnen verleenen en de verhoogingen toekennen, voortspuitende uit den nieuwen jaarweddestandaard voor het Hoofdbestuur.

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

Met spijt stelt de Middenafdeeling vast, dat er nog geen wetsontwerp werd ingediend tot instelling van een pensioenfonds ten bate van de provinciale en gemeentelijke beambten, ondanks het herhaald aandringen van de afdeelingen die met het onderzoek van de vorige begrotingen waren belast.

Anderdeels, stelt zij met genoegen vast dat de Regeering, gevolg gevende aan vroegere bemerkingsen, bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1911 merkelijke verbeteringen heeft gebracht in den toestand van de bedienden der arrondissementscommissariaten. Sommigen onder hen beklagen zich nochtans over beperkende bepalingen, voortkomende in den ministerieelen omzendbrief van 12 Augustus 1912. Voor verscheidene oude bedienden wordt geene rekening gehouden met hunne jaren dienst. De Afdeeling vestigt op dat punt de aandacht van de Regeering.

Het ware billijk, de jaarwedden van de beambten en dienstlieden der provinciale besturen te verhoogen, evenals die van de beambten bij het Hoofdbestuur werden verhoogd. Tusschen de jaarwedden dezer beide reeksen beambten zijn er storende tegenstrijdigheden.

De Middenafdeeling hoopt dat de Minister eerlang een koninklijk besluit zal doen afkondigen, waardoor de jaarwedden van de provinciale beambten en dienstlieden worden verhoogd.

Van jaar tot jaar vermindert het getal gemeenten, waar nog geen gemeentehuis bestaat. Het is te hopen dat de Regeering niet nalaten zal, steeds krachtiger op te treden opdat er weldra in België geen enkel gemeenteraad nog verplicht zij, in eene herberg te vergaderen.

HOOFDSTUK X.

GEZONDHEIDSDIENST.

Naar aanleiding van dit hoofdstuk werden talrijke opmerkingen in 't midden gebracht. Zij betreffen de gezondheidswet. Een wetsontwerp is nu ingediend ; de Middenafdeeling verheugt er zich over en wenscht den Minister van Binnenlandsche Zaken geluk. De Memorie van Toelichting, die 182 bladzijden beslaat, antwoordt op meest al de aanmerkingen welke in de afdeelingen en in de Middenafdeeling werden voorgebracht. Elke bespreking daarvan zou bijgevolg ontijdig zijn.

Evenwel moeten wij doen aanmerken dat de Middenafdeeling volgaarne heeft goedgekeurd, op verzoek van de Regeering, de aangevraagde kredietverhooging voor het gezondheidstoezicht en de dispensarissen tot bestrijding der tuberculose, alsmede voor de uitbreiding van den dienst van toezicht op de eetwaren.

De Toelichting billijkt deze kredietverhooging aldus :

» Volgens den wensch, herhaaldelijk in de Kamers geuit, stelt de Regeering zich voor, het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren te verscherpen, vooral wat betreft den handel in versch of toebereid vleesch, in melk, boter, margarine en voedingsvetten.

» Daartoe zal men geraken door het optreden van een talrijker personeel in dezen dienst en vooral door het oprichten van een centraal laboratorium voor het onderzoeken der eetwaren, laboratorium dat sedert het laatste halfjaar van 1911 in werking is en mogelijk maakt dat een grooter aantal monsters van te koop gestelde of daartoe in bewaring gehouden eetwaren worden onderzocht. »

Nu het ontwerp van gezondheidswet is ingediend, kan de verslaggever der Middenafdeeling er zich bij bepalen, met enkele woorden te herinneren aan het gewichtige vraagpunt, het land te voorzien van drinkbaar water. Zekere bijkomende maatregelen worden voorzien door het ontwerp van gezondheidswet, terwijl het hoofdzakelijk gedeelte van het vraagstuk onopgelost blijft.

Men herinnert zich tot welke debatten deze quæstie verleden jaar aanleiding gaf in openbare vergadering en welk merkwaardig vertoog de Minister van Binnenlandsche Zaken daarover uitbracht.

Een gedeelte van ons land bezit drinkwater in overvloed, te veel zelfs voor de behoeften zijner bewoners.

Het ander gedeelte is daarvan beroofd.

Het is rechtmatig dat hoog België zijn voorraad drinkbaar water deelt met het vlakke land. Het zou zelfs wenschelijk zijn dat in de streken, waar het water te overvloedig is, de kostbare voorraad beschermd worde tegen verkwisting, alvorens hij verdeeld wordt ten bate van gansch het land.

Anderdeels, zou het onbillijk zijn, de bewoners van de door de natuur bevoorreeelde streken te berooven van het water, waarvan zij sinds talrijke jaren genieten.

Toen de Regeering er toe werd gebracht het recht van onteigening te verleenen aan de maatschappijen tot wateropvangning, trachtte zij de rechten van de omwonenden te vrijwaren door zekere voorwaarden, zekere beperkingen op te leggen. Alzoo eischte zij dat het peil van de waterloopen, waarvan de bronnen worden opgevangen, niet beneden een minimum mocht gaan.

Hoewel men de Regeering moet gelukwenschen omdat zij deze voorzorgen heeft genomen, dient men te erkennen dat die voorzorgen ontoereikend zijn. Het decreet tot onteigening, dat deze voorwaarden en deze beperkingen bevat, verleent geen enkel burgerlijk recht noch aan de gekrenkte particulieren, noch aan de gekrenkte gemeenschappen. Deze kunnen zich dus niet beroepen op de rechtbanken om schadevergoeding te eischen wegens het nadeel, hun door de overtreding van het decreet toegebracht. Zij bezitten zelfs niet een enkel middel om de verlaging van het waterpeil doelmatic te doen vaststellen.

Anderdeels, kan het bekrachtigen van deze administratieve beperkingen slechts gelden als intrekking van de machtiging tot wateropvangning. Voor zulk een gewichtigen maatregel zal het bestuur terugdeinzen.

Zooals de heer Van Marcke zegde bij het behandelen der begrooting van 1911, dringt zich eene herziening op van onze wetten betreffende den eigendom der bronnen en ondergrondse wateren.

De rechten van de inwoners — eigenaars of hebbende een recht van gebruik — moeten beschermd worden door de wet, niet door administratieve maatregelen.

Thans kan het wateropvangen, het verwerven van eene bron door een derde — maatschappij voor waterleiding of andere — geheel eene bevolking berooven van het water dat zij voor haar verbruik noodig heeft.

Eene bron, welke de eigenaar weigert af te staan en welke niet onteigend werd, kan zelfs werkelijk worden opgevangen door kunstwerken, in het lager gedeelte der naburige goederen aangebracht.

De Minister van Binnenlandse Zaken scheen er toe geneigd, eene nationale instelling tot stand te brengen door middel van eene vereeniging onder de gemeenten, de provinciën en den Staat. Deze instelling zou bepalen hoeveel drinkbaar water er noodig is in het land en tevens over welke middelen zij beschikt; stelselmatig zou zij dan, volgens een algemeen plan, al deze middelen indeelen onder de verschillende gemeenten. Hoe nuttig deze instelling is, blijkt uit het feit dat, op 2,600 gemeenten, minder dan 900 eene waterleiding bezitten.

Toen de Minister daarover zijne gedachten deed kennen, ontveinsde hij zich niet, en hij hield het ook niet aan de Kamer verborgen, welke bezwaren deze onderneming oplevert, doch wij meenen dat deze bezwaren hem niet zullen beletten, binnenkort een eersten stap te doen in dien zin door het oprichten van eene nationale studiematschappij.

De Middenafdeeling dringt er op aan, opdat deze quaestie niet uit het oog verloren worde.

De Begrooting werd aangenomen met 16 stemmen tegen 6 in de 2^e afdeeling.

De Begrooting werd aangenomen met 12 stemmen tegen 9 in de 3^e afdeeling.

De Begrooting werd aangenomen met 12 stemmen tegen 10 in de 4^e afdeeling.

De Begrooting werd aangenomen met 12 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen in de 5^e afdeeling.

De Begrooting werd aangenomen met 13 stemmen tegen 2 in de 6^e afdeeling.

Zij werd verworpen met 10 stemmen tegen 10 in de 1^e afdeeling.

Zij werd aangenomen met 16 stemmen tegen ééne in de Middenafdeeling.

De Verslaggever,

A. MELOT

De Voorzitter,

NERINCX

